



La Commune



Qui doit payer ?

Éditorial

Ce lundi 13 octobre, les journalistes et commentateurs ont enfin le sourire : les Bourses vont mieux et le CAC40 s'est même envolé à +11%, du jamais vu, de l'histoire. Il faut dire que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernements de la zone euro venait de décider la veille d'un plan de sauvetage des banques, un plan Paulson à l'européenne de la bagatelle de 1700 milliards d'euros. La répartition est la suivante : 30 milliards pour les banques espagnoles, (pendant que les épargnants ruinés manifestaient sous les fenêtres de Zapatero aux cris de : " où est notre argent) 36 milliards pour les Pays-Bas, 470 milliards pour l'Allemagne, 310 milliards pour la Grande-Bretagne et ...360 milliards pour la France. Tout cet argent doit aller d'une part à la garantie des prêts interbancaires pour que les pauvres banquiers se refassent à nouveau confiance et d'autre part au renflouement des banques et institutions financières. N'importe qui de sensé se pose déjà la question : qui va payer ? Et l'immense masse de la population, qui est sensée, a compris que ce sera le contribuable, puisque les Etats n'ont pas d'autre source de financement que l'impôt. Or, voilà des mois que Sarkozy déclare à ceux qui veulent que leur salaire soit augmenté, à ceux qui veulent la défense de l'école et des services publics, à ceux qui revendiquent le droit au logement, aux chômeurs, aux salariés licenciés, aux retraités qui survivent avec leurs maigres retraites : " les caisses sont vides ". Et tout un chacun, qui sait compter sans avoir eu besoin d'avoir fait une grande école, s'interroge. La France est endettée, certes : sa dette publique est de 1209,5 milliards d'euros en 2007, soit 64,2% du PIB, soit donc 1885 euros par habitant, bébés compris (source Insee). Un Etat, quel qu'il soit, s'endette en sollicitant les banques, par le biais de l'émission d'emprunts d'Etat, le FMI ou la Banque mondiale.

A ce sujet, Edouard Balladur, qui connaît sa partie et qui n'est pas soupçonné de complicité avec les trotskystes vient de déclarer : " Le service de la dette (les intérêts, NDLR) dépasse les 60 milliards d'euros, c'est-à-dire le montant du produit de l'impôt sur le revenu, et dépasse également 3% du PIB français. Ce qui veut dire que s'il n'y avait pas le service de la dette, notre budget serait à l'équilibre " Poursuivons le raisonnement de Balladur : Sarkozy, en décidant de renflouer les banques à hauteur de 360 milliards d'euros, décide donc de confier à ces banques l'équivalent de 6 années des impôts des Français ! C'est bien une escroquerie à laquelle nous assistons. Sans compter bien entendu sur le fait que pendant ce temps, comment va faire la France pour rembourser les seuls intérêts de la dette ? En empruntant encore et encore, donc en endettant encore plus chaque Français pour sauver les spéculateurs, les tripoteurs et autres aventuriers de la finance.

Non, ce n'est pas, ce ne doit pas être aux salariés et à la population laborieuse de payer une dette qui n'est pas la nôtre et hypothéquer un peu plus notre avenir et celui de nos familles. Les banques s'effondrent ? Nationalisation des banques et institutions financières, une vraie nationalisation, sans la moindre indemnité ni rachat et sous contrôle des salariés. Les banquiers sont aux abois après avoir spéculé sur tout et n'importe quoi ? Confiscation des milliards de la spéculation, il en reste encore un peu et même beaucoup. Et comme aucun d'entre nous n'a la moindre responsabilité dans cette faillite frauduleuse, interdiction des licenciements programmés à Renault, dans l'automobile, dans le bâtiment, dans les banques...

Et si cette société n'en peut plus et que ses limites sont atteintes, le socialisme, celui des travailleurs et des peuples, basé sur la mise en commun des moyens de production et d'échange est alors la seule solution réaliste et viable.

Modifié le mardi 14 octobre 2008

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

« Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

« Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

Le fond de l'air

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>
